



# Conditions Générales de Vente des Formations

(mises à jour en novembre 2023)

**Chambre d'agriculture du Cantal, 26 rue du 139<sup>ème</sup> RI BP239 15002 Aurillac cedex - NDA : 8315P001815** auprès de la Préfecture de la Région Auvergne-Rhône-Alpes.

## Tarifs et modalités de règlement :

Le prix par participant indiqué dans le contrat de formation est un prix TTC. Le règlement s'effectue à réception de la facture de formation, par prélèvement automatique (remise de 1%), par chèque ou virement bancaire. **Toute Formation commencée est due en totalité.**

La signature du contrat de formation (si le client est une personne physique), ou de la convention de formation (si le client est une entreprise), emporte l'adhésion entière et sans réserve du client à ces CGV, le client reconnaissant ainsi en avoir une parfaite connaissance.

Les formations développées par la Chambre d'agriculture du Cantal entrent dans la catégorie des actions de formation prévues dans l'article L.6313-1 du code du travail. Les objectifs, contenus, méthodes, prérequis, nom et qualité des intervenants, modalités d'évaluation et sanction de la formation sont communiqués dans les fiches programme en libre accès sur le site Internet de la Chambre d'agriculture du Cantal. Les effectifs sont fonction de l'organisation pédagogique de la formation.

## Article 1 - Public

Les offres de formation organisées par la Chambre d'agriculture du Cantal s'adressent principalement à tous les actifs du milieu agricole : chefs d'exploitations, aides familiaux, conjoints collaborateurs, cotisants solidaires, salariés agricoles, entrepreneurs de travaux agricoles, du paysage ou forestiers, ...

Certaines formations s'adressent spécifiquement aux porteurs de projet de création ou reprise d'entreprise agricole. Ces porteurs de projet peuvent également participer aux autres formations.

En fonction des places disponibles, il est possible d'accueillir d'autres publics.

Ces formations ne nécessitent pas de prérequis, sauf mention spéciale précisée dans le programme.

## Article 2 - Conditions d'inscription aux prestations de formation

L'inscription préalable est obligatoire pour participer aux formations, par mail de préférence. Elle doit être réalisée le plus tôt possible jusqu'à un délai de 3 jours ouvrés avant le démarrage de la formation, sous réserve de places disponibles. (Attention, ce délai ne tient pas compte des délais nécessaires aux demandes de prise en charge financière des formations - Cf article 4 des présentes CGV).

Elle est prise en compte à réception de votre inscription en ligne sur <https://extranet-cantal.chambres-agriculture.fr/formations/> ou d'un bulletin d'inscription par mail (ou courrier). Une confirmation vous est adressée à réception de ces documents, ainsi qu'un contrat ou une convention si une participation financière reste à votre charge. Pour chaque formation dispensée, un nombre minimum et maximum de participants est admis : les inscriptions cessent d'être retenues quand le nombre maximum de participants est atteint. Une convocation vous sera adressée en amont de la formation, avec les informations pratiques.

## Article 3 - Modalités de formation

En s'inscrivant, vous vous engagez à respecter les horaires 9h30/13h - 13h30/17h, qui sont rappelés dans la convocation. Des horaires spécifiques pour certaines formations sont précisés dans le programme de formation et repris dans la convocation. Si ces horaires sont amenés à changer, vous en serez informé par le responsable de la formation.

Toute personne en **situation de handicap** peut contacter le service formation de la Chambre d'agriculture pour envisager les aménagements nécessaires. (Prendre contact un mois avant la première journée de formation).

La Chambre d'agriculture est libre de choisir le lieu de la formation et d'utiliser les méthodes et outils pédagogiques de son choix. Les formations peuvent se dérouler en regroupement présentiel ou en formation à distance.

La Chambre d'agriculture du Cantal peut mettre à disposition du participant des espaces digitaux dédiés avec un accès réservé au seul stagiaire et limité dans le temps.

Les **informations** communiquées sur la formation sont susceptibles de modification (date, lieu, horaires, intervenants). Lorsque l'organisme d'appartenance de l'intervenant n'est pas précisé, il s'agit d'un conseiller de la Chambre d'agriculture du Cantal. Les noms de personnes qui apportent des témoignages ou qui effectuent des interventions de courtes durées ne sont pas mentionnées systématiquement.

## Evaluation et Validation de la formation :

Une attestation de fin de formation ou un certificat de réalisation vous sera adressé à l'issue de la formation, à conserver comme justificatif pour le crédit d'impôt. Une grille d'autoévaluation de votre satisfaction et des compétences acquises vous est proposée en fin de chaque formation.

## Article 4 - Financement de la formation

• Pour les **contributeurs VIVEA**, ces formations peuvent être financées par VIVEA (Fond pour la Formation des Entrepreneurs du Vivant) et des Fonds Européen sous réserve de leurs priorités et des conditions de prise en charge, consultables sur [www.vivea.fr](http://www.vivea.fr). Le contributeur doit impérativement fournir une adresse électronique valide et donner son consentement à VIVEA pour la prise en charge de sa formation. Sans cette démarche, la formation lui sera facturée au tarif en vigueur. VIVEA a mis en place un plafond de financement par an et par personne ; le solde est consultable sur [www.vivea.fr](http://www.vivea.fr).

Pour certaines formations, une contribution financière complémentaire est demandée. Elle est indiquée dans le programme et dans le contrat qui vous est adressé. Elle doit être réglée au moment de l'inscription selon les modalités indiquées dans le contrat.

• Pour les **porteurs de projet** d'une création ou reprise d'une exploitation agricole : chacun est responsable de la recherche de financement et des démarches à entreprendre pour la prise en charge de ses formations avec son Compte Personnel de Formation (CPF), par Pôle Emploi, un opérateur de compétence, VIVEA, ... selon leurs priorités et conditions de prise en charge.

• Pour ceux qui utilisent le financement par le **Compte Personnel de Formation** via [Moncompteformation.gouv.fr](http://Moncompteformation.gouv.fr), les conditions générales de la caisse des dépôts et consignations s'appliquent et prévalent sur les présentes conditions générales de vente. Notamment le délai d'inscription supérieur à 11 jours ouvrés avant le démarrage du stage.

• Pour **tout autre public**, ou en cas de refus de prise en charge par un fond de formation, le tarif est indiqué sur le contrat ou la convention de formation. Chacun doit s'adresser directement à son fond de formation compétent, afin de bénéficier d'une prise en charge, aux conditions définies par celui-ci.

• Les frais afférents à la formation (déplacement, hébergement, repas, ...) ne sont pas compris dans les frais pédagogiques et restent à la charge de chacun.

## Article 5 - Interruption de formation, conditions d'annulation

A compter de la date de signature de son contrat, le client dispose d'un délai de 10 jours pour se rétracter. Il en informe la Chambre d'agriculture du Cantal par lettre recommandée avec accusé de réception.

La Chambre d'agriculture du Cantal se réserve la possibilité d'annuler ou de reporter une formation, notamment si le nombre de participants est insuffisant. Les inscrits seront informés dans les plus brefs délais.

En cas d'annulation à moins de 8 jours calendaires du début de la formation, d'absence non justifiée le jour du démarrage du stage ou d'abandon en cours de stage pour un autre motif que la force majeure dûment reconnue, la totalité des frais sera retenue.

En cas d'annulation ou de cessation anticipée de la formation du fait de l'organisme de formation, ou si le client est empêché de suivre la formation par suite de force majeure (Cf Article 1148 du Code civil), seules les prestations effectivement dispensées sont dues au prorata temporis de la valeur prévue au contrat.

Par ailleurs, en cas de retard de paiement, la Chambre d'agriculture se réserve le droit de refuser toute nouvelle commande et de suspendre l'exécution de ses propres obligations et ce, jusqu'à apurement du compte, sans engager sa responsabilité et sans que le client ne puisse prétendre bénéficier d'un avoir ou d'un éventuel remboursement.

## Article 7 - Propriété intellectuelle

La documentation et supports pédagogiques (papiers ou numériques) remis pendant la formation ne peuvent faire l'objet de reproduction, même partielle et/ou transfert sur un autre support sans accord préalable de l'intervenant et de la Chambre d'agriculture. Le client s'engage à ne pas faire directement ou indirectement concurrence au service formation de la Chambre d'agriculture en cédant ou communiquant tout ou partie de la documentation à un organisme de formation concurrent.

## Article 8 - Litiges

Toute difficulté liée à l'exécution du contrat doit faire l'objet d'une procédure de règlement amiable entre le client et la Chambre d'agriculture. Les Parties devront se réunir dans les trente (30) jours calendaires suivants l'envoi d'une réclamation adressée par lettre recommandée avec accusé de réception d'une Partie à l'autre lui reprochant la violation des termes du Contrat et tenter de trouver un règlement amiable dans le même délai de trente (30) jours calendaires à compter de cette réunion.

En cas de règlement de frais de formation sur fonds propres, la Chambre d'agriculture garantit au consommateur le recours effectif à un dispositif de médiation de la consommation.

Ainsi, à défaut d'accord amiable, le consommateur a la possibilité **de saisir gratuitement le médiateur de la consommation** dont relève la Chambre d'agriculture, à savoir l'**Association des Médiateurs Européens (AME CONSO)**, dans un délai d'un an à compter de la réclamation adressée à la Chambre d'agriculture. La saisine du médiateur de la consommation devra s'effectuer :

\* soit en complétant le formulaire prévu à cet effet sur le **site internet de l'AME CONSO** : [www.mediationconso-ame.com](http://www.mediationconso-ame.com); (La médiation des litiges de la consommation est un processus de médiation par lequel un consommateur et un professionnel tentent de parvenir à un accord en vue de la résolution amiable de leurs différends).

\* soit par **courrier adressé à l'AME CONSO, 197 Boulevard Saint-Germain - 75007 PARIS.**

Le médiateur de la consommation propose, dans un délai de 90 jours, une solution permettant la résolution amiable du litige. À charge pour les Parties de l'accepter ou de la refuser.

En cas de refus, les Parties peuvent décider de poursuivre leur litige devant le juge judiciaire territorialement compétent pour en connaître.

En cas de règlement de frais de formation par une entreprise ou un financeur de formation, si une contestation ou un différend n'a pu être réglé à l'amiable via la procédure décrite au premier paragraphe de cet article, le tribunal d'Aurillac pourra être saisi pour régler le litige.

## Article 9 - Protection des données à caractère personnel

La Chambre d'agriculture transmet les coordonnées aux différents fonds de formation pour prise en charge financière de la formation.

Des informations personnelles collectées avec votre accord sont enregistrées dans un fichier informatisé. Elles sont traitées et utilisées par le personnel de la Chambre d'agriculture dans la mesure où cela est nécessaire à la présente relation contractuelle ou à la défense de vos intérêts. Vos informations personnelles seront conservées aussi longtemps que nécessaire, sauf si vous exercez votre droit de suppression des données vous concernant, dans les conditions décrites ci-après.

Pendant cette période, nous mettons en place tous moyens aptes à assurer la confidentialité et la sécurité de vos données personnelles, de manière à empêcher leur endommagement, effacement ou accès par des tiers non autorisés.

Conformément au Règlement (UE) n°2016/679 du 27 avril 2016 sur la protection des données, vous bénéficiez d'un droit d'accès, de rectification, d'opposition, de suppression ou de limitation de traitement de vos données personnelles. Vous pouvez, sous réserve de la production d'un justificatif d'identité valide, exercer vos droits en contactant notre délégué à la protection des données à [dpd@cantal.chambagri.fr](mailto:dpd@cantal.chambagri.fr).

Si vous ne souhaitez pas (ou plus) recevoir nos actualités, sollicitations et invitations, vous avez la faculté de nous l'indiquer par mail à la même adresse.

## Article 10 - Dispositions générales

Les Conditions Générales de Vente sont accessibles en ligne. Elles peuvent être modifiées à tout moment à la discrétion de la Chambre d'agriculture du Cantal, avec application immédiate. Seule la dernière version mise en ligne sera applicable.

Le règlement intérieur applicable est celui de l'entreprise dans laquelle se déroule la formation. Celui de la Chambre d'agriculture est consultable sur le site <https://extranet-cantal.chambres-agriculture.fr> et fourni sur demande par le service formation. Les participants à la formation sont tenus de respecter le règlement intérieur applicable.

**Une question : contactez le service formation 04 71 45 55 78 ou [formation@cantal.chambagri.fr](mailto:formation@cantal.chambagri.fr).**